

6. Un surcroît d'initiative et d'esprit d'entreprise, ainsi que de meilleurs moyens d'utiliser de façon plus productive les ressources économiques, sous l'impulsion de la concurrence et avec la perspective de bénéfices plus élevés.

En terminant ces observations, je voudrais rappeler une expression que le président Johnson a inventée et qui a produit beaucoup d'effets, savoir «La Grande Société», qui, dit-il, constitue le but national des Américains. Nous pouvons tous nourrir l'espoir que cette pensée devienne non seulement un slogan, mais une réalité car, en envisageant la Grande Société, nous avons un programme de buts nationaux, c'est-à-dire, des aspirations communes à tout le genre humain. Ce concept pourrait se comparer au bord d'attaque des ailes d'un avion à réaction qui s'étend et pousse toujours de l'avant vers le haut. Cela ne signifie pas une Grande Société seulement pour les États-Unis et le Canada, mais une Grande Société pour l'univers.

Une partie de ce concept consiste en la guerre contre la pauvreté, l'ignorance, le chômage, la sous-productivité et le potentiel non réalisé. Dans ce contexte éclairé et audacieux, cela signifie que nous devons mobiliser nos ressources intellectuelles, nos aptitudes et nos ressources naturelles, et les appliquer à la satisfaction des besoins de notre société.

Si nous agissons ainsi au Canada, nous ne connaissons plus le chômage ni l'utilisation insuffisante de nos ressources, car le niveau de vie amélioré que la technologie moderne peut procurer emploiera toutes nos énergies et toutes nos ressources durant une longue période à venir. Si, ce qui est peu probable, nous parvenions à subvenir aux besoins de notre pays, nous pourrions alors aider les autres nations sous-développées à pourvoir à leurs propres besoins.

Voilà la signification et le défi de la Grande Société, mais nous n'arriverons jamais à l'établir sans unanimité d'opinions. Les gens doivent comprendre ce que nous essayons de faire. Ils doivent voir les buts de la Grande Société comme des buts intimes et personnels.

Afin qu'ils puissent voir et comprendre, nous devons assurer des relations efficaces à tous les niveaux et à tous les échelons de la société. Grâce à ces relations efficaces, nous obtiendrons cette unanimité qui permet de viser au succès. Sinon, sans cette expression de la volonté de la majorité dans une société démocratique de tendre vers les objectifs d'une Grande Société, nous connaissons la désintégration et la détérioration que procurent le chômage, la sous-consommation et la stagnation. Il nous appartient de faire ce choix, mais nous ne pouvons le faire qu'en nous fondant sur l'éducation et la compré-

hension qui, aujourd'hui, constituent les clés jumelles de la Grande Société.

(Sur la motion de l'honorable M. Rattenbury, la suite du débat est renvoyée à une séance ultérieure.)

### BILL D'INTÉRÊT PRIVÉ

#### COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE PRINCIPALE DU CANADA—DEUXIÈME LECTURE

L'honorable Donald Cameron propose la 2<sup>e</sup> lecture du bill S-9 constituant en corporation la Compagnie d'assurance-vie Principale du Canada.

—Honorables sénateurs, par un malheureux concours de circonstances, je dois prononcer deux discours, mais je promets de ne pas parler longtemps au sujet de ce bill.

Il me fait grandement plaisir de présenter ce bill au Sénat car, en ma qualité de Canadien, il me prouve une fois de plus que l'économie de l'Ouest canadien est active et en voie d'expansion.

J'ai lu par hasard dans le *Financial Post* du samedi 15 mai un article où l'on prétendait qu'il existe un trop grand nombre de compagnies d'assurance, et que les autorités s'inquiètent de la multitude de nouveaux venus et scrutent attentivement l'état de leurs finances. On ajoutait que, dans la seule province d'Alberta, sept demandes de charte avaient été présentées, l'an dernier, en vue de constituer des sociétés d'assurance-vie et de fiducie. Autre preuve après tant d'autres que c'est la terre d'abondance du Canada, la région où, avec notre voisin la Colombie-Britannique, ça bouge vraiment. Mais cela prouve davantage.

Si vous étudiez l'histoire du développement des États-Unis, vous constaterez que les États de l'Ouest n'ont commencé à progresser que lorsque leurs propres institutions financières ont été établies, à l'ouest du Mississippi. L'établissement de la *Bank of America* à San Francisco, en 1861, a été le commencement. Les gens ont fourni leurs propres ressources financières afin de développer leurs propres institutions et leur propre industrie.

C'est ce qui se passe aujourd'hui en Alberta et en Colombie-Britannique et c'est ce qui explique toutes ces demandes à l'égard de sociétés d'assurance, la création d'autres sociétés et ainsi de suite.

Malgré le grand nombre de sociétés d'assurance, dont de vastes entreprises, établies sur des bases solides, comme la *Sun Life* et la *Metropolitan Life*, qui ont bien servi le Canada, 25 p. 100 des Canadiens ne sont pas assurés et une grande proportion ne le sont guère. Par conséquent, même si bien d'autres sociétés se lancent dans ce domaine, elles ne manqueront pas de clients. A mes yeux, ces